

Pour refonder la social-démocratie, enfin... (Elie Barnavi)

Lettre ouverte de Elie Barnavi, historien et ancien ambassadeur d'Israël en France, adressée à Dominique Strauss-Kahn, publiée dans Marianne n° 524 (9-18 mai 2007) :

Cher Dominique,

Ainsi le PS a perdu cette élection présidentielle. Comme qui a précédé celle d'avant. Et comme celle qui la suivra, sans doute, à moins que toi et tes amis fassiez le nécessaire pour la gagner. Ce n'est pas de gaieté de coeur, tu t'en doutes, que j'écris ces lignes. Le socialisme, c'est ma "vieille maison. mais je me prévaux d'une vieille tradition socialiste qui nous donne à tous un "droit d'inventaire" sur les affaires des partis frères -ne sommes-nous pas membres de la même Internationale? mais, diras-tu, pourquoi toi plutôt qu'un autre éléphants, éléphanteaux et gazelles qui président aux destinées du PS? Simplement parce que c'est toi qui incarnes le mieux l'improbable social-démocratie française. Ma vraie famille politique.

J'ai passionnément suivi cette campagne. avant même qu'elle ne démarre, j'ai eu l'occasion, tu t'en souviens, de t'en toucher un mot. Je t'avais dit, en substance, qu'il te fallait relever hardiment le gant social-démocrate, annoncer d'emblée la couleur, rallier autour de toi tous ceux qui comprennent le monde qu'ils habitent. D'évidence, ce n'est pas ce que tu as fait. En gauchisant ton discours, tu as gâché, je crois, tes chances d'emporter les primaires, et donc les chances du PS d'emporter la présidentielle. Ce n'est que dans la dernière ligne droite de la campagne que tu es redevenu toi-même et t'es proclamé derechef social-démocrate. On le sait maintenant, c'était trop tard pour cette élection-ci. On devine que ce n'est pas trop tard pour la prochaine.

Qui est social-démocrate? Il fut un temps où la réponse à cette question était bien plus évidente qu'aujourd'hui. Social-démocrate était celui qui faisait sienne la doctrine de Marx, mais refusait de s'inféoder à sa version communiste. Comme son frère ennemi moscovite, il croyait en l'abolition du système capitaliste, amis rejetait la dictature, la violence. Il entendait marier socialisme et démocratie parlementaire. Le révolutionnaire qu'il était à l'origine s'est mué en réformiste. Des partis sociaux-démocrates ont été créés en Europe occidentale et centrale, soit pour servir d'outils parlementaires de syndicats puissants, comme en Allemagne, en Autriche et dans les pays Scandinaves, soit en tant que créatures politiques autonomes, comme en France.

Petit à petit, le tableau s'est brouillé. la référence marxiste fut sacrifiée, soit explicitement, soit tacitement. la social-démocratie est devenue pour l'essentiel une doctrine de redistribution des richesses créées par le marché au moyen d'un Etat-providence généreux, le tout procédant d'une vision du monde humaniste fondée sur la philosophie des droits de l'homme héritée des Lumières. En s'accrochant au rêve de la "rupture" avec le capitalisme, le PS porté sur les fonds baptismaux d'Epiney par François Mitterrand a fait figure d'exception dans le paysage social-démocrate européen. Au moins jusqu'au tournant de la rigueur de 1983, négocié deux ans après sa première accession au pouvoir.

Depuis, l'effondrement de l'Union Soviétique et une mondialisation galopante ont changé la face du monde. Dans le premier monde, le marxisme est devenu une curiosité historique, qui n'intéresse plus que les érudits et une poignée de nostalgiques du "Grand Soir"; l'Etat-providence prend l'eau de toute part et la social-démocratie, elle, est partout en crise. Tout le monde comprend, ou devrait comprendre, qu'il lui faut trouver un chemin original dans une jungle capitaliste anarchique, étouffante, qui s'étend sur la planète et laisse peu de marge de manoeuvre au volontarisme politique classique. Nul n'a de vraies réponses aux seules questions qui comptent : comment humaniser l'inévitable mondialisation? Comment faut-il aménager l'Etat-providence pour en assurer la survie? Quelle serait la forme que pourraient prendre une social-démocratie efficace dans un monde globalisé et dans une société développées, où la classe ouvrière a perdu depuis des lustres son ascendant démographique, et, partant, son hégémonie idéologique, organisationnelle ?

La pertinence du modèle social-démocrate n'est pas en cause. L'expérience amère du XXème siècle a corroboré l'intuition de Tocqueville : entre les deux aspirations fondamentales de l'homme moderne, la liberté et l'égalité, il existe une contradiction immanente. Qui veut l'égalité absolue finira par instaurer

l'esclavage absolu (sans l'égalité, soit dit en passant); qui aspire à libérer de tout frein les forces égoïstes tapies dans l'âme humaine étouffera la moindre semence d'égalité. L'utopie égalitariste a ouvert les portes du goulag; le libéralisme sauvage brise le lien social. D'un côté, le règne de Cyclope ans la caverne d'Ulysse; de l'autre, le renard libre qui rend visite aux poules libres dans leur libre poulailler. La social-démocratie est le nécessaire compromis entre liberté et égalité. Ce n'est peut-être pas idéal; mais c'est humain, et ça a été diablement efficace. Cela peut l'être encore.

Je sais, mon cher Dominique, que tu sais tout cela. Mais il faut le dire tout haut et clair, aux socialistes et aux Français, et bâtir là-dessus une idéologie cohérente, aux antipodes du cafouillage du PS. Il faut en finir avec la désastreuse culture de la "synthèse". C'est mauvais pour la démocratie et préjudiciable au bon sens. A quoi peut bien servir un texte signé par Jean-Luc Mélenchon et Dominique Strauss-Kahn, sinon empêcher de faire de la politique, la vraie? il faut trancher, qu'importe à se résigner à la scission. Pourquoi n'y aurait-il pas un Linkpartei (un parti à la gauche du PS) en France, comme semble d'ailleurs le souhaiter Henri Emmanuelli, un homme infiniment respectable?

Il faut affirmer sans ambages que le marché est source de richesse et de liberté, que la tâche de la gauche n'est pas de le tuer, mais de la maîtriser. il faut rappeler que la vocation de la social-démocratie n'est pas de changer l'homme -on a vu où cela menait-, ni même de bouleverser la société, mais plus modestement d'humaniser les rapports sociaux, y introduire un peu plus de justice, de compassion et de solidarité. Il faut rompre avec le mythe de la rupture, sortir de la schizophrénie qui fait de vous des révolutionnaires dans l'opposition et des gestionnaires avisés du capitalisme au pouvoir. Jean Daniel a raconté comment, ayant félicité François Mitterrand pour son tournant de la rigueur de 1983, il s'est fait tancer par un président plus décidé que jamais à pourfendre les forces obscures du capitalisme prédateur. En paroles, il faut en finir avec cette hypocrisie. Il est temps d'aller à Bad Godesberg, cher ami, oser la transformation que les sociaux-démocrates allemands ont entrepris ce jour-là. Avec près d'un demi-siècle de retard, certes. Mais mieux vaut tard que jamais.

Que cela soit plus facile à dire qu'à faire, qui en douterait? Il ne suffit pas de bêler Bad Godesberg, Bad Godesberg, pour que Bad Godesberg soit. On ne peut pas refaire l'histoire du socialisme français. Il est assurément plus facile d'aller à Bad Godesberg lorsqu'on n'a pas à ses côtés un parti Communiste puissant qui se pose en gardien de l'idéologie défenseur de la classe ouvrière; lorsqu'on dispose du relais de syndicats puissants et responsables, responsable, parce que puissants, qu'on s'appuie sur une solide culture du consensus et de la négociation. Il est plus facile d'aller à Bad Godesberg lorsqu'un Etat omnipotent n'a pas habitué depuis des siècles ses sujets à en attendre des solutions à tous leurs problèmes. Il est plus facile d'aller à Bad Godesberg lorsqu'un antilibéralisme de principe n'imprègne pas la société et l'ensemble de la classe politique, gauche et droite confondue. Lorsqu'on lit que la France est le seul pays au monde où plus de 60% des citoyens se disent hostiles à l'économie de marché, on mesure la difficulté de l'entreprise. François Bayrou m'a dit un jour que, s'il était anglais, il serait Labour. Je le crois volontier.

Pourtant, pour difficile qu'ils soit, ce travail de clarification est indispensable et, au prix d'un peu de courage, de détermination, faisable. Si les syndicats français n'encadrent toujours qu'une fraction dérisoire de la force de travail, si la culture de la négociation sociale et du compromis est toujours aussi rachitique, l'Etat français n'est plus qu'un pitoyable débris, et ce ne sont pas les maigres troupes trotsko-altermondialistes qui vont le remplacer. dans un pays politiquement adulte, il doit y avoir à gauche un grand parti social-démocrate adulte.

Cher Dominique, les défaites électorales peuvent être fécondes si l'on s'en sert comme levier pour une refondation. Le Parti travailliste israélien en sait quelque chose, lui qui n'a jamais été fichu ne serait-ce que de commencer ce travail, et qui n'en finit pas de payer le prix de son impuissance. Puisse le PS ne pas connaître le même sort. Bonne chance!